

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Septembre 2022

OUI à la réforme de l'AVS, profitable à toutes et tous.

Page 3



OUI à la réforme de l'impôt anticipé le 25 septembre.

Page 5



NON à l'initiative dangereuse sur l'élevage.

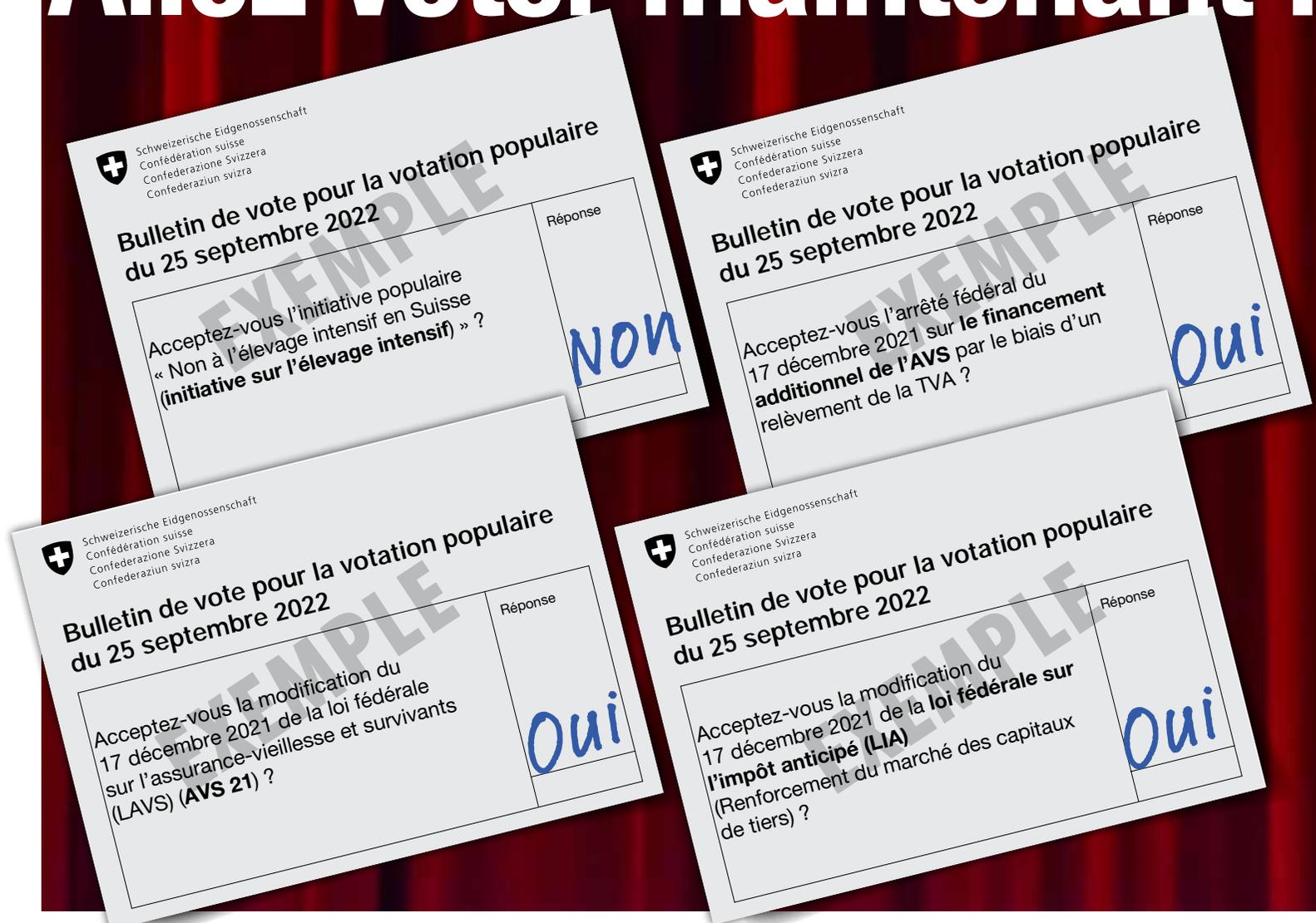
Page 7



3x OUI, 1x NON pour la Suisse

Allez voter maintenant !

Pages 3-7



Eviter le désastre énergétique grâce à l'UDC

Si la gauche rose-verte continue d'agir telle qu'elle le fait, nous manquerons inéluctablement d'électricité en hiver. L'UDC a une contre-stratégie claire afin de garantir un approvisionnement électrique sûr et abordable.

L'été 2022 entrera dans l'histoire comme l'un des plus beaux et des plus chauds jamais enregistrés. Que font les médias ? Ils s'en plaignent. Pourtant, nous avons bien d'autres soucis : en effet, dès cet hiver, nous risquons de manquer d'électricité.

Pourtant, ce désastre était annoncé ; lors de la votation sur la Stratégie énergétique 2050, l'UDC avait d'emblée mis en garde contre les problèmes d'approvisionnement et les coûts exorbitants qui découleraient de cette « stratégie ». Nous l'avions dit : bientôt, nous devons prendre des douches froides. Qu'on fait les autres partis politique ? Ils nous ont ri au nez. Aujourd'hui toutefois, plus personne ne rit.

Pour un approvisionnement énergétique sûr et abordable

La politique de la gauche rose-verte est responsable de ce marasme, qui cache un plan perfide : après le confinement Covid, le confinement énergétique. La gauche rose-verte pourra alors nous imposer sa dictature écologiste, une économie planifiée rouge, repeinte en vert.

Mais pas avec l'UDC ! Un approvisionnement énergétique sûr et abordable doit être une priorité absolue désormais, raison pour laquelle l'UDC demande un investissement de 20 milliards de francs, afin d'avoir suffisam-

ment d'électricité en hiver. L'exploitation des centrales nucléaires existantes doit se poursuivre. Les interdictions technologiques doivent être levées et la construction de centrales

votations populaires du 25 septembre. Par le biais de l'initiative sur l'élevage dit « intensif », les milieux écologiste de gauche veulent freiner l'agriculture productive et faire de nous

un peuple de végétariens. Cette initiative est contre-productive, puisque son acceptation engendrerait une hausse considérable des importations, ce alors qu'il est parfaitement clair que le bien-être animal est considérablement moindre à l'étranger. En outre, le taux d'auto-suffisance alimentaire de la Suisse diminuerait. Pour toutes ces raisons, il faut clairement dire NON le 25 septembre !

Les deux autres thèmes soumis à la sanction populaire sont également importants : afin de garantir l'avenir de l'AVS, la réforme de l'AVS doit être acceptée. L'UDC recommande en outre de voter OUI à la réforme de l'impôt



nucléaires de dernière génération doit être planifiée et réalisée sans attendre. Les objectifs de réduction des émissions de CO2 doivent être reportés. Le droit de recours des associations pour le développement de l'énergie hydraulique doit être suspendu.

Détruire la sécurité alimentaire ? NON !

La sécurité de l'approvisionnement alimentaire est également en jeu lors des prochaines

anticipé, qui rapatriera en Suisse de l'argent ayant fui à l'étranger. Nous en profiterons toutes et tous.

Marco Chiesa

Conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse

AVS21, le patriarcat à la carte

Les féministes n'ont jamais de mots assez durs pour fustiger le patriarcat, cette « forme d'organisation sociale dans laquelle l'homme exerce le pouvoir dans le domaine politique, économique, religieux, ou détient le rôle dominant au sein de la famille, par rapport à la femme. » selon le Larousse.



par Céline Amaudruz
Conseillère nationale
Vice-présidente UDC
Suisse, Genève (GE)

Pourtant, le genre devient très relatif à l'heure où le changement de sexe se banalise, où la liste des alternatives sexuelles ne cesse de s'allonger. Mais il est un domaine où les féministes, emmenant la gauche en général, refusent que l'on touche à ce patriarcat tant détesté, c'est l'AVS. Dans ce domaine, celles qui revendiquent à grand coups de casseroles considèrent qu'elles ne sont pas les égales de l'homme, que leur condition de femmes leur vaut de mériter une retraite à 64 ans et non 65 comme les hommes. Le patriarcat à la carte en quelque sorte, on garde ce qui nous arrange et on dénonce le reste.

Les féministes s'en prennent réguliè-

rement à l'homme blanc, naturellement responsable de tous les maux mais elles veulent bien que ce même personnage abominable cotise une année de plus qu'elles. L'homme par nature mauvais aurait donc une utilité quelconque ? En fait,

assurer la pérennité des rentes est l'affaire de toutes et tous. C'est une question de solidarité, ce principe fondamental sur lequel notre première assurance sociale est basée. C'est pour le moins curieux que la gauche oublie ce principe dont elle se vante par ailleurs avec son slogan « Pour tous, sans privilèges ». La solidarité fonctionne à sens unique dans certains cas manifestement.

Les femmes bénéficieront du fruit de leur travail

La réforme sur laquelle nous allons nous prononcer invite les femmes

travail, tout comme les hommes. Si nous choisissons de ne rien faire, une adaptation des rentes à la baisse des recettes de l'AVS sera inévitable et les premières victimes en seront les femmes, encore souvent dépourvues de deuxième à plus forte raison de troisième pilier. Les femmes sont donc les premières intéressées à ce que l'avenir de cette assurance sociale soit assuré. Il convient d'ajouter qu'elles ne sont pas les seules à qui on demande un effort. La collectivité dans son ensemble sera sollicitée par la hausse de 0,4% de la TVA, recettes supplémentaires intégralement versées en faveur de l'AVS.



Afin de garantir à long terme le versement des rentes aux hommes et aux femmes retraités, la réforme de l'AVS soumise au vote est d'une importance capitale. Pour les hommes et les femmes de toutes les générations, l'UDC soutient la réforme de l'AVS.

à fournir un effort mais il est faux de prétendre que cela se fait sur leur dos. Il s'agit au contraire d'assurer les rentes actuelles et futures, ces rentes que les femmes perçoivent ou percevront. Les femmes bénéficieront du fruit de leur

En résumé, la réforme proposée est un projet équilibré assurant les rentes pour une dizaine d'années, ce qui laissera le temps de réfléchir à un mode de financement pérenne au-delà de 2030. Dans le cadre d'une égalité des sexes bien comprise, elle place chacune et chacun sur un même pied. L'égalité n'est pas un concept à la carte où l'on ne choisit

que ce qui est favorable. On accepte ou on refuse tout. En disant oui à AVS21, nous avons une occasion de démontrer concrètement que nous sommes réellement les égales de l'homme. Ne la ratons pas !

La Suisse doit pouvoir construire de nouvelles centrales nucléaires !

L'assemblée des délégués de l'UDC Suisse à Baar (ZG) s'est concentrée sur la crise énergétique et sur la question de savoir ce qu'il faut faire à l'avenir pour garantir un approvisionnement en électricité sûr, indépendant et abordable. Pour l'UDC Suisse, il est clair que l'interdiction technologique doit impérativement être supprimée de la loi. Les délégués ont en outre pris les mots d'ordre pour les votations du 25 septembre : ils ont clairement dit OUI aux deux projets AVS et à la réforme de l'impôt anticipé et NON à l'initiative extrême sur l'élevage.

La Suisse est menacée par une crise énergétique d'une ampleur sans précédent. Dès cet hiver, nous pourrions manquer de gaz et, pire encore, d'électricité. Cela aurait des conséquences catastrophiques pour tous les habitants de notre pays. Une pénurie d'électricité menace nos moyens de subsistance. Une pénurie d'électricité est synonyme de chaos, de pauvreté, de faim, de froid et de mort. La raison de cette crise

penchés sur la question de savoir comment maîtriser la crise énergétique à court terme et comment garantir un approvisionnement énergétique sûr et abordable à moyen et long terme.

Mots d'ordre : 3x OUI, 1x NON

Les délégués de l'UDC Suisse ont pris position en vue des votations du 25 septembre prochain : Par 292 voix pour, 3 voix

stabilité de la prévoyance vieillesse de tous les habitants de la Suisse.

En revanche, les délégués disent NON à l'initiative d'extrême gauche sur l'élevage, par 304 voix contre 8 et 2 abstentions. Cette initiative néfaste n'apporte rien au bien-être des animaux, mais elle entraînerait une hausse des prix des denrées alimentaires et une augmentation des importations, ce qui rendrait la Suisse encore plus dépendante de l'étranger.



Près de 400 délégués UDC et invités se sont réunis à Baar (ZG) pour demander que l'approvisionnement en électricité de la Suisse soit garanti et pour soutenir la réforme de l'AVS ainsi que la réforme de l'impôt anticipé le 25 septembre. Ils ont en outre rejeté la dangereuse initiative sur l'élevage.

est la politique énergétique idéologique de la gauche rose-verte complètement ratée, qui mise encore sur la Stratégie énergétique 2050 qui a pourtant manifestement échoué.

Lors de leur assemblée à Baar (ZG), les délégués de l'UDC Suisse se sont

contre et 5 abstentions, ils ont clairement dit OUI aux deux projets de réforme de l'AVS (« Financement additionnel de l'AVS par un relèvement de la TVA » et « Modification de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants »). L'AVS est l'œuvre sociale la plus importante de Suisse et la réforme est urgente, car il en va du financement et de la

une opération importante qui se déroule aujourd'hui à l'étranger en raison de l'impôt anticipé. Des recettes fiscales et de la valeur ajoutée perdues reviendront ainsi dans notre pays.

Au total, 338 délégués et 55 invités ont participé à l'assemblée.

Pour des raisons de temps et parce que le projet n'est pas contesté, le comité du parti a décidé à l'unanimité et de manière définitive, avant l'assemblée des délégués, de dire OUI à la réforme de l'impôt anticipé. La réforme profite à tous : L'Etat, l'économie, les petits épargnants et les détenteurs d'obligations. En votant OUI, nous rapatrions en Suisse

« Des recettes supplémentaires »

Le 25 septembre, nous voterons sur une modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé. Le Conseiller fédéral Ueli Maurer nous explique de quoi il s'agit et pourquoi un OUI est synonyme de plus de prospérité pour tous.

Monsieur le Conseiller fédéral Ueli Maurer, sur quoi votons-nous exactement avec cette réforme ?

La Confédération perçoit un impôt de 35% sur les intérêts des obligations suisses, impôt dit « anticipé ». De fait, nombre d'entreprises suisses émettent leurs obligations à l'étranger plutôt que chez nous. Nous perdons ainsi des emplois et des recettes fiscales à l'étranger. Je veux donc rapatrier ces recettes fiscales chez nous, en Suisse. La réforme prévoit donc d'exonérer les nouvelles obligations suisses de l'impôt anticipé dès le 1er janvier 2023 et de supprimer le droit de timbre de négociation. Grâce à cela, nous permettrons l'émission et la négociation de plus d'obligations suisses chez nous et nous récupérerons ainsi ce qui appartient à la Suisse, tout en renforçant notre économie nationale.

Mais alors, cela concerne surtout les grandes entreprises, pas la majorité de la population ?

Non, pas du tout, c'est même le contraire ! Cette votation nous concerne bel et bien tous ! Il s'agit de savoir comment la Suisse peut s'affirmer au sein d'un monde globalisé et toujours plus rude. Nous nous retrouvons dans une compétition internationale permanente pour la prospérité, compétition qui n'a de cesse de s'intensifier. En Suisse, nous nous sommes si longtemps bien portés que nous considérons cette prospérité comme acquise, or c'est une dangereuse erreur que de croire cela ! Alors que nos entreprises sont, dans certains domaines, les meilleures du monde, nous risquons de nous faire distancer sur le plan politique, car d'autres sont envieux et innovants et améliorent considérablement leurs conditions-cadres, augmentant ainsi l'attrait de leur place financière. Nous avons tendance à trop nous reposer sur nos lauriers ; nous discutons trop de comment nous voulons dépenser de l'argent et trop peu sur la manière dont nous pouvons en gagner et créer de la richesse.



Le conseiller fédéral Ueli Maurer se bat pour que l'argent suisse revienne en Suisse. C'est pourquoi il appelle à voter OUI à la réforme de l'impôt anticipé.

Les détracteurs de ce projet de réforme dénoncent les pertes de recettes fiscales qui vont en découler. Que répondez-vous à cela ?

C'est une vision biaisée de la question. Nous devons considérer le tableau dans son ensemble : globalement et à long terme, nous ne perdrons pas de recettes ; c'est même l'inverse qui se produira. La Suisse va en effet engranger des recettes supplémentaires grâce à cette réforme, qui au bout du compte sera rentable. Rien ne génère autant de recettes pour l'Etat qu'une économie dynamique et prospère. Si nous voulons plus de recettes, nous devons renforcer notre économie et c'est ce que nous voulons faire actuellement

par le biais de cette réforme. Une fois encore, je veux rapatrier en Suisse les recettes fiscales dont profitent d'autres pays aujourd'hui.

Votre message aux électrices et aux électeurs ?

En apparence, il ne s'agit que d'impôts mais en vérité, c'est bien plus que ça : nous parlons ici d'agencer dans notre pays les meilleures conditions possibles pour préserver notre prospérité, pour nous et pour la génération à venir. C'est d'autant plus important aujourd'hui, alors que les temps s'assombrissent sur le plan économique. Je vous invite dès lors à voter OUI à la réforme de l'impôt anticipé !

Stop aux cadeaux fiscaux à l'étranger et rapatrions notre argent !

Aujourd'hui, l'impôt anticipé provoque l'exil à l'étranger des opérations de financement des entreprises suisses. La Suisse fait ainsi, depuis des années, cadeau de recettes fiscales et d'activités commerciales à d'autres pays. La réforme prévoit donc d'exonérer les revenus d'intérêt sur les obligations suisses, comme c'est déjà le cas pour les obligations étrangères et celles des grandes banques d'importance systémiques.



par Jean-Pierre Grin
Conseiller national
Pomy (VD)

Le projet de réforme porte pour l'essentiel sur les deux éléments suivants : tout d'abord le renforcement du marché des capitaux de tiers et sur la relance du commerce de titres et des activités de gestion de fortunes.

Le présent projet vise à supprimer en grande partie la retenue de l'impôt anticipé sur les revenus d'intérêts. Il sera ainsi plus facile pour les entreprises d'émettre leurs obligations à partir de la Suisse. Des groupes nationaux, mais aussi étrangers, pourraient en tirer parti. De plus, les activités de financement interne des groupes pourraient augmenter en Suisse.

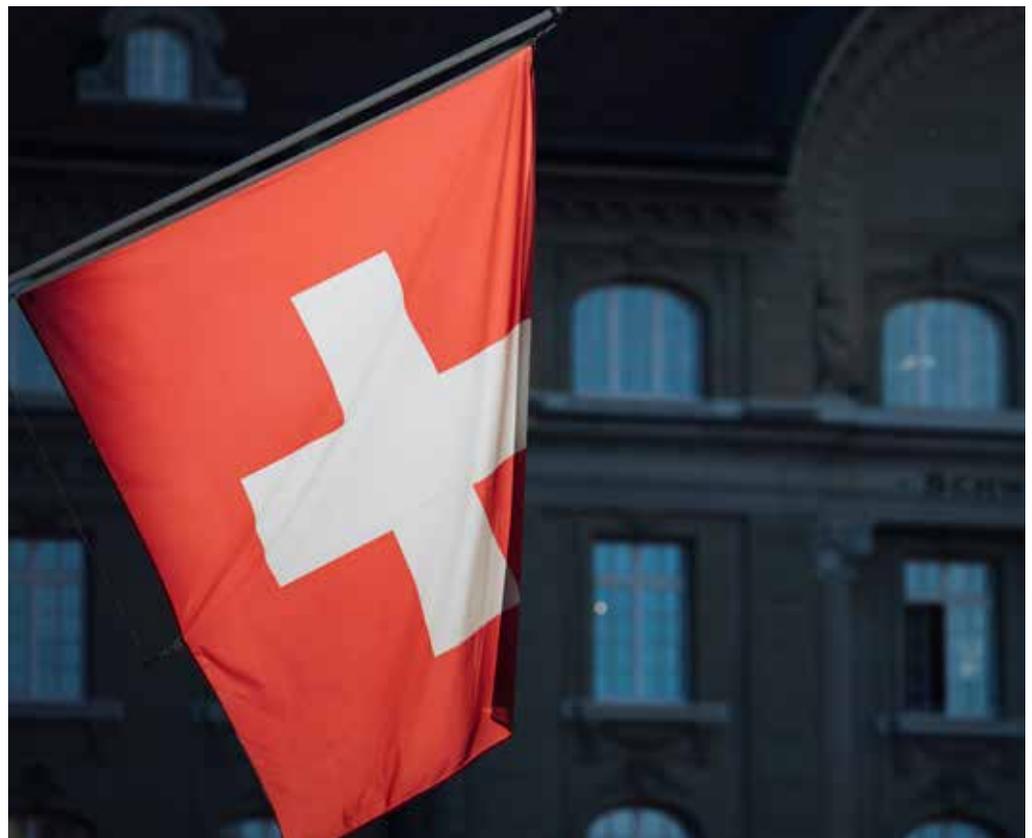
La réforme de l'impôt anticipé s'accompagnera de la suppression du droit de négociation sur les obligations suisses. Grâce à cette mesure, il sera plus intéressant pour les investisseurs de négocier des obligations suisses par l'intermédiaire d'un commerçant de titres suisse. Ces dernières années de moins en moins de titres ont été émis en Suisse en raison de l'impôt anticipé qui rend en effet l'émission d'obligation en Suisse peu attractive. Bien que le remboursement de l'impôt anticipé des emprunts suisses, qui se monte à 35 %, peut-être demandé, la charge bureaucratique est conséquente, ce qui fait que de plus en plus d'obligations d'entreprises suisses sont émises à l'étranger.

350 millions de recettes fiscales supplémentaires

Avec des effets dynamiques à long terme, cette réforme présente un rapport coût/bénéfice très intéressant. Selon les prévisions, après 5 ans déjà la Suisse pourrait tabler sur des recettes supplémentaires de l'ordre de 350 millions de francs par année.

cotisations aux assurances sociales. La modification de la loi sur l'impôt anticipé en vaut la peine, car nous rapatrierons en Suisse l'argent que nous avons perdu à l'étranger.

Le Conseil Fédéral, le Parlement et les directeurs cantonaux des finances



La réforme de l'impôt anticipé ne fait que des gagnants, car cet impôt désavantage la place économique suisse en comparaison internationale. Son abolition favorise les investissements et les emplois en Suisse.

D'autres pays ont agi depuis longtemps, le Luxembourg par exemple n'exige aucun impôt anticipé sur les emprunts, il émet 190 fois plus d'emprunts que la Suisse par rapport à son PIB et en profite dès lors en conséquence, en termes de recettes fiscales, d'emplois et de

ainsi que toutes les organisations économiques soutiennent cette réforme. Saisissons cette opportunité en ces moments de difficultés financières suite à la pandémie de Covid-19, en votant OUI à cette modification de loi, le 25 septembre prochain.

« Le bien-être des animaux est garanti »

Le conseiller fédéral Guy Parmelin, ministre de l'agriculture, explique pourquoi l'initiative « Non à l'élevage intensif en Suisse », sur laquelle nous voterons le 25 septembre prochain lèsera à la fois les paysans et les consommateurs, alors que les animaux de rente bénéficient déjà d'une excellente protection en Suisse.

Le 25 septembre, le peuple va voter sur l'initiative « Non à l'élevage intensif en Suisse ». Le Conseil fédéral s'oppose à l'initiative « Non à l'élevage intensif en Suisse ». Pourquoi ?

C'est assez simple. Tout d'abord, les animaux de rente sont déjà très bien protégés en Suisse. La loi suisse en la matière est l'une des plus strictes au monde. Les formes d'élevage qui portent atteinte au bien-être des animaux sont d'ores et déjà interdites. Les maltraiter ou négliger leurs besoins est là aussi déjà sévèrement puni par la loi.

Qu'est-ce que les initiants exigent en plus et pourquoi est-ce excessif ?

Si l'initiative est acceptée, la Confédération devra fixer des exigences minimales encore plus contraignantes : les critères de soins et d'hébergement des animaux devront être renforcés, les normes pour l'accès à l'air libre, l'abattage et

la taille maximale des groupes par étable devront être encore plus rigides. Il faut être clair : ces nouvelles exigences auraient des répercussions extrêmement lourdes pour plus de 3000 exploitations agricoles. Il n'est pas exclu que certaines d'entre elles songeraient à cesser leur activité en raison des coûteux investissements à consentir pour se mettre en règle. La conséquence néfaste de tout cela est que le taux d'auto-provisionnement du pays chutera. Le Conseil fédéral est convaincu que l'agriculture



Le Conseil fédéral rejette l'initiative dangereuse sur l'élevage, qui nuit non seulement à l'agriculture suisse et aux familles paysannes, mais aussi aux consommateurs suisses. La Suisse dispose d'une des législations les plus strictes au monde en matière de détention d'animaux et d'élevage.

suisse en sortira perdante, et le consommateur avec elle.

Les auteurs de l'initiative affirment que la Suisse doit introduire ces règles pour garder son avance en matière de qualité et d'écologie.

Nos paysans sont mis quotidiennement au défi de préserver leur réputation face aux importations étrangères. Mais je pense que les produits de qualité sont le résultat d'un grand nombre de facteurs,

que les exploitants connaissent mieux que quiconque. Ils doivent pouvoir choisir la meilleure voie afin de répondre aux nouvelles exigences écologiques des consommateurs. Nous devons aussi veiller toutefois à maintenir la rentabilité des exploitations. L'économie planifiée n'a jamais donné de bons résultats !

L'initiative demande aussi que les produits étrangers importés en Suisse soient soumis aux mêmes exigences en matière de bien-être animal. Cela protégera le marché suisse.

Tout d'abord, une telle démarche est très difficile à mettre en œuvre, parce que cela contreviendrait aux obligations commerciales internationales de la Suisse. En outre, ce serait une protection que le consommateur devrait finalement payer ; son choix s'en trouverait limité, et les ménages les plus modestes souffriraient inéluctablement des

hausse de prix qui en découleraient. Par ailleurs, comment contrôlerons-nous la conformité des produits importés ? Cela signifiera une davantage de bureaucratie, donc davantage de dépenses administratives, ce qui n'est dans l'intérêt ni des entrepreneurs, ni des contribuables. Je pense que personne ne le souhaite. Je suis persuadé au contraire que le bien-être des animaux sera tout aussi bien assuré sans cette initiative, parce que c'est dans l'intérêt de nos paysans.

Ruiner la sécurité alimentaire?



**Initiative
dangereuse
sur l'élevage**

NON



www.udc.ch

Crise de l'énergie ? Les réponses logiques de l'UDC

Cela devient une lapalissade de le dire : une grave crise énergétique menace notre pays ces prochains mois. Nos approvisionnements en gaz et électricité pourraient se raréfier alors que nos sources d'eau sont victimes de la chaleur et de la sécheresse de cet été. Mais des solutions existent.



par Pierre-André Page
Conseiller national
Châttonnaye (FR)

La Stratégie énergétique 2050 nous proposait, il y a quelques années, de remplacer nos productions d'énergie, fossile et autres, par des énergies alternatives. Il s'agissait alors, en toute urgence, de fermer la centrale nucléaire de Mühleberg, d'interdire les moteurs à combustion et autres chauffages à mazout. Et ces profonds changements, aux dires de l'ancienne conseillère fédérale Doris Leuthard, ne devaient pratiquement rien coûter au citoyen... Chimères que tout cela – nous le savons aujourd'hui et nous le vivons, à nos dépens.

A cette stratégie – qui est un échec – sont venues s'ajouter des mesures de protection du climat : en route pour une débauche de voitures électriques par exemple... Des mesures irréfléchies : en effet, une étude de l'Empa de février dernier, l'explique clairement : « Nous devons abandonner l'idée que nous pouvons couvrir l'ensemble de nos besoins énergétiques avec de l'énergie renouvelable produite en Suisse ».

L'UDC le dit depuis longtemps. Elle le répète maintenant : nous devons utiliser au mieux l'énergie solaire. Pour ce faire, il faut encourager la pose de panneaux photovoltaïques. Et il faut tout entreprendre, sur le plan législatif, pour empêcher les oppositions à ces installations, oppositions soutenues par des organisations de protection du patrimoine ou de la nature.

Du côté de l'énergie électrique, nous devons rehausser nos barrages et simultanément suspendre le droit de recours des associations. Nous avons également à développer nos systèmes et capacités de stockage d'électricité. Sans oublier d'accroître nos stocks de gaz – en coordination avec nos pays voisins. L'UDC est aussi favorable à la prolon-

d'abord la sécurité de notre approvisionnement énergétique fédéral.

Il ne s'agit pas, pour notre gouvernement, simplement de recommander, presque naïvement à la population d'économiser l'énergie... Il s'agit pour le Conseil fédéral d'orienter nos concitoyens et concitoyennes sur son plan de



Les utopies politiques de la gauche rose-verte ont conduit la Suisse dans une impasse et la conseillère fédérale Sommaruga est incapable d'agir. Seule l'UDC avait résisté aux utopies de la Stratégie énergétique 2050 en appelant à la refuser dans les urnes en 2017.

gation de l'exploitation de nos centrales nucléaires, voire à la réalisation de mini-réacteurs de dernière génération.

Prioriser pour réussir !

Enfin, devant l'urgence et la gravité de la crise énergétique, nous devons avoir l'humilité de revoir (momentanément) nos objectifs de réduction d'émissions de CO₂. Et la sagesse de privilégier

mesures. Maintenant et avec pragmatisme. Chaque jour qui passe est un jour perdu...

Certaines fleurs sont roses et nos prairies sont vertes. Dans la nature, ces deux couleurs sont sympathiques et agréables. Mais pas en politique : au contraire, elles nous aveuglent. Qu'on se le dise...



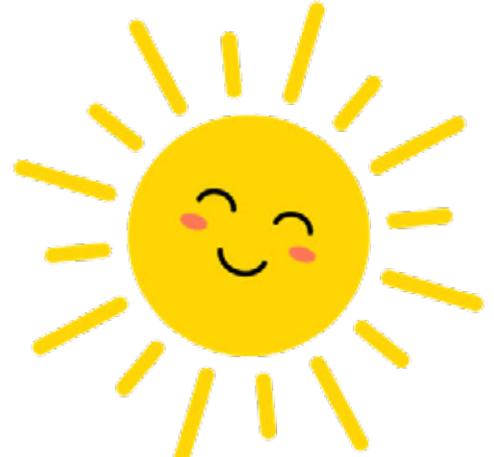
QUALITÉ SUISSE

UDC

Pour une Suisse forte

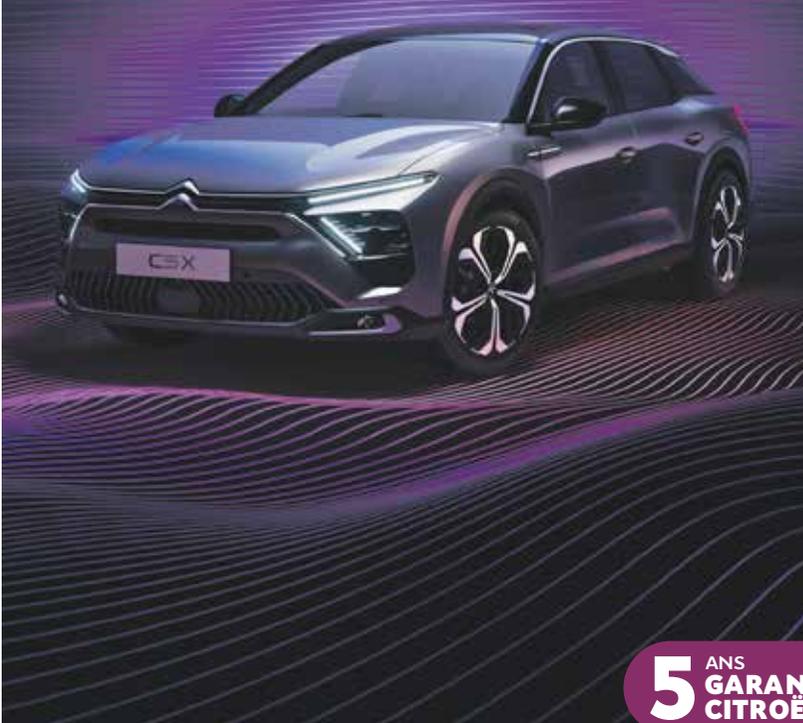
Achetez maintenant les produits UDC sur le shop en ligne.

Rendez-vous sur www.udc.ch



Votre annonce ici dans Franc-parler dès le prochain numéro.

Plus d'informations sur www.udc.ch

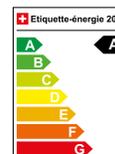
5 ANS GARANTIE CITROËN

NOUVELLE CITROËN C5 X HYBRIDE RECHARGEABLE
UNE INVITATION À LA SÉRÉNITÉ.

	 ADVANCED COMFORT® ACTIVE SUSPENSION
	 SIÈGES ADVANCED COMFORT
	 VITRES FEUILLETÉES ACOUSTIQUES

citroen.ch

Offres valables sur véhicules vendus du 1.8. - 30.9.2022. Offres réservées aux clients particuliers, dans le réseau participant. Prix de vente conseillés incluant TVA. Nouvelle Citroën C5 X Hybrid 225 e-EAT8 Shine, Prix catalogue CHF 53'990.-; Garantie 5 ans/100'000 km (au premier terme échu) offerte; consommation mixte 1.6 l/100 km; émissions de CO₂ 36 g/km, Catégorie A. Photo symbolique. Citroën se réserve le droit de modifier sans préavis les données techniques, les équipements et les prix.



IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Edition : 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Generalsekretariat, Postfach, 3001 Bern | Tél. : 031 300 58 58 | Fax : 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Crédits photos: UDC Suisse, Goal AG, DEFR, DFF, Services du Parlement 3003 Berne, Unsplash.com, Fotolia.com

La Stratégie énergétique 2050 est un échec

La Suisse est sous la menace d'une pénurie d'électricité d'une ampleur encore jamais atteinte. La cause de cette crise : la politique énergétique de la gauche rose-verte intitulée « Stratégie énergétique 2050 », hélas soutenue jusqu'à aujourd'hui aussi par le Centre et le PLR. Cette politique s'appuie sur une série d'hypothèses toutes plus déconnectées de la réalité les unes que les autres.



par Thomas Aeschi
Conseiller national et
président du groupe
UDC, Baar (ZG)

Trois erreurs nous conduisent vers une pénurie d'électricité en hiver :

Premièrement, contrairement à la promesse formulée par la Conseillère fédérale en charge à l'époque, Doris Leuthard (Le Centre / PDC), la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la Suisse ne sera plus garantie dès cet hiver. La Stratégie énergétique 2050 a échoué.

Deuxièmement, l'Union européenne (UE) fait également face à un problème d'approvisionnement électrique ; il serait donc parfaitement naïf de croire que l'Allemagne, par exemple, va fournir du courant à la Suisse alors qu'elle en manquera déjà elle-même.

Troisièmement, l'arrêt de la centrale nucléaire de Mühleberg, capable de produire plus de 3TWh, relève de la plus grave des négligences. Ces 3 TWh correspondent uniquement au besoin énergétique supplémentaire engendré par l'immigration de masse de ces 20 dernières années. La raréfaction de l'énergie engendre une hausse massive des prix. De fait, le coût de la vie augmente : mobilité, chauffage, charges locatives, loyers, transports, denrées alimentaires, biens divers et vacances.

L'électrification et l'immigration mis en cause

L'électrification des voitures et des chauffages génère un important besoin supplémentaire en électricité. Tant que des solutions de stockage efficaces ne seront mises en place, il ne sera tout bonnement pas possible

de renoncer aux énergies fossiles et au nucléaire. A cela s'ajoute encore l'immigration de masse continue. Aujourd'hui, plus de 8.7 millions de personnes vivent en Suisse ; entre 2007

nomie de libre marché est petit à petit remplacée par une économie écologiste planifiée. De fait, seuls les riches peuvent souffrir encore suffisamment d'énergie, de mobilité et de voyages.



En 2017, l'UDC avait prédit la crise énergétique. Les autres partis ont affirmé que cette affiche incitait à la peur. Cinq ans plus tard, c'est devenu une réalité.

et 2020, ce sont quelque 1 million de personnes qui ont immigré en Suisse. La libre circulation des personnes attire quelque 60'000 à 70'000 habitants supplémentaires par an, en plus des migrants économiques. Toutes ces personnes impactent nos infrastructures et consomment de l'énergie. Au lieu de freiner l'immigration, on impose des taxes et des restrictions toujours plus importantes à la population suisse.

Le plan secret de la gauche rose-verte : un confinement énergétique

Le plan secret de la gauche rose-verte est en bon chemin : interdictions, rationnements, rééducation, renchérissement de la mobilité privée, augmentation violente des prix de l'essence et du mazout, interdiction des chauffages au mazout, augmentation violente des prix des billets d'avion, interdiction des moteurs à combustion dès 2035, etc. Bref, l'éco-

Cette politique antisociale touche en premier lieu les zones rurales, la classe moyenne, les familles, les locataires, les propriétaires de leur logement personnel, les commerces et toutes les personnes dépendantes de la voiture.

Les revendications de l'UDC

L'UDC exige un investissement immédiat dans un approvisionnement énergétique sûr, abordable et indépendant. L'exploitation des centrales nucléaires existantes doit se poursuivre et l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires doit être levée. En outre, les objectifs de réduction d'émissions de CO₂ doivent être reportés au profit d'un approvisionnement énergétique national sûr et abordable. Enfin, avec la pression exercée par le groupe parlementaire UDC, le Parlement se prononcera sur la réduction des taxes sur l'essence lors de la session d'automne.

Derrière la guerre en Ukraine, la surpopulation

Pénurie en tous genres, énergétique bien sûr mais encore alimentaire, sans parler de tous les bouleversements intervenus dans de multiples chaînes de production et de distribution, hausse des prix des carburants et j'en passe, tout ce qui va mal, c'est la faute à la guerre en Ukraine. Vraiment ? Indépendamment des effets dévastateurs de mesures Covid dont on parle moins, n'est-ce pas oublier un peu vite des phénomènes qui sont à l'origine de tendances lourdes qui affectent ou risquent de toucher durablement les pays européens et la Suisse en particulier ? Parmi eux, la surpopulation.



par Jean-Luc Addor
Conseiller national
Savièse (VS)

Nous avons la chance unique de vivre dans un beau pays. Celui-ci, toutefois, est petit. Surtout, son territoire n'est pas extensible, particulièrement la part qui peut être habitée ou utilisée par l'homme. Or, voici que depuis plusieurs années, nous nous entassons toujours plus, toujours plus nombreux dans ce petit pays. Ainsi, entre 2010 et 2020, notre population a augmenté de plus de 80'000 personnes par an. La cause essentielle est connue. Elle n'a rien à voir, hélas, avec le nombre des enfants qui naissent dans notre pays, qui souffre d'un interminable hiver démographique. Non, si notre population ne cesse d'augmenter, c'est, en sus de son vieillissement, par l'effet de l'immigration, avec un solde migratoire de plus de 60'000 étrangers en 2021, sans parler des 200'000 immigrés qui, avec les personnes déplacées par la guerre en Ukraine, pourraient arriver cette année dans notre pays.

Nous ne pouvons rester les bras croisés face à ce phénomène qui semble s'accélérer toujours plus. Pourquoi ?

Parce que cette surpopulation, nous en vivons toujours plus les effets dévastateurs sur notre environnement aussi bien que sur notre qualité de vie. C'est la surpopulation qui est à l'origine

d'une pression toujours croissante sur notre territoire et du bétonnage, sur nos réseaux routiers et ferroviaires toujours plus chargés, sur une demande toujours croissante en énergies, sur la demande en prestations sociales et de santé ou encore sur la demande en produits agricoles alors que les surfaces de production diminuent constamment.

La surpopulation représente un facteur déterminant de la hausse des prix du terrain et de l'immobilier (y compris des loyers). Sa cause essentielle, l'immigration, provoque non seulement une augmentation des besoins en infrastructures scolaires, mais encore des risques pour la cohésion et le niveau scolaire de classes dans lesquelles les enseignants ne parviennent parfois plus à assimiler le nombre des élèves de langues étrangères. Une immigration qui, au passage, représente la cause essentielle de l'avancée de l'islam dans notre pays et des risques que celle-ci comporte pour notre cohésion sociale et pour notre identité.

NON à une Suisse à 10 millions d'habitants

Immigration (y compris la politique d'asile,

bien sûr, que notre initiative contre l'immigration de masse, à raison, avait englobée dans ses préoccupations et qui à force qu'on en abuse et que l'on contourne ses règles, est aujourd'hui désuète et en tout cas inadaptée).

Le mot est lâché. Aucun des problèmes lancinants que nous connaissons aujourd'hui, nous ne pourrions les résoudre durablement si nous ne reprenons pas le contrôle de notre immigration.

C'est à cette tâche que l'UDC, avec vous, entend s'atteler. Pour préserver notre environnement et nos paysages. Pour éviter que nous continuions à nous entasser dans une Suisse de bientôt 10 millions d'habitants et plus encore.



La Suisse souffre depuis trop longtemps d'une immigration excessive et se dirige tout droit vers la barre des 10 millions d'habitants ! Seule l'UDC s'engage à freiner l'immigration.

Une révolution d'inspiration maoïste

Carrières de profs brisées, confessions publiques obligatoires, ségrégation des étudiants masculins, racisme antiblanc : aux antipodes des idéaux affichés, la culture « inclusive » serait-elle la forme occidentale de la brutale révolution culturelle chinoise dont elle semble s'inspirer ?



par Yves Nidegger
Conseiller national
Genève (GE)

Lorsque Mao (73 ans à l'époque) imposait sa révolution culturelle par la terreur en ordonnant aux jeunes « gardes rouges » fanatisés de défenestrer leurs professeurs « révisionnistes » (5 millions de morts et autant d'handicapés entre 1966 et 1976) et de détruire les monuments bouddhistes au nom de la lutte contre les « quatre vieilleries », les tenants de notre gauche radicale applaudissaient au succès de la rééducation de masse opérée par les camarades chinois. C'était le temps où le « petit livre rouge des écoliers » circulait dans les écoles romandes ; du passé, il fallait faire table rase. Rien n'a changé aujourd'hui, sinon que les tenants de la gauche radicale ont fait carrière dans l'enseignement, la culture subventionnée et les médias et sont en âge d'instaurer leur propre révolution culturelle, incitant une jeune garde rose-verte fanatisée à déboulonner les professeurs, détruire les monuments historiques, exclure les hommes qui acceptent le sexe que dame nature leur a donné, censurer les artistes qui s'aventurent hors des répertoires prescrits et instaurer l'apartheid dans les bars où les jeunes UDC ne sont pas servis à cause de la « mauvaise énergie » qu'ils dégagent...

Des vieilles recettes dans des vieilles casseroles

Le wokisme n'est rien d'autre que la lutte des classes poussée à son paroxysme (tous contre tous) En érigeant

la subjectivité adolescente en droit fondamental opposable aux institutions, cette révolution recrute des indignés, quel que soit le sujet, et en fait à la fois des victimes officielles de l'histoire et des créancières infinies de la société d'aujourd'hui. En remplaçant simplement le spectre du capitalisme par celui du « patriarcat », les prolétaires exploités par les « racisés systémiques » et le parti com-

qui n'a pas lu Marx mais a été biberonnée à la théorie du genre, ainsi qu'à recruter de nouveaux partisans leurrés par un discours « inclusif » excluant la pluralité des opinions.

Craignant par-dessus tout de passer à côté d'une idée à la mode, les partis politiques résistent mal (tout comme les feuilles mortes) au bonheur d'être dans



La Cancel Culture se manifeste dans les villes suisses par les excès de communautés revendicatives et bruyantes, qui peuvent compter sur le soutien de la gauche caviar.

muniste par le front de libération LGT-BIQ+ (assemblage d'initiales improbables qui réunies ne forment rien). La cible pourtant reste inchangée : le vieux mâle blanc cisgenre n'est qu'une façon de personnifier le même capitalisme : vieux (=ennemi du progrès), homme (=inégalité salariale), blanc (=colon), hétérosexuel (=transmission familiale). Une simple adaptation cosmétique destinée à coller aux références d'une génération

le vent. A l'exception de l'UDC, tous les partis bourgeois se sont laissé atteler au charriot de la révolution culturelle woke. Par crainte d'être « annulés » ou classés « néoreacs », ils ont adopté ses codes et cédé à tous les caprices législatifs du lobby LGTBIQ+. Gageons que le peuple suisse sera plus clairvoyant que ces « idiots utiles » à la gauche radicale et qu'il les bouterà hors des travées du parlement en 2023.



**Assurer les rentes.
Assurer l'avenir.**

AVS₂₁

OUI



Le froid, la faim et un porte-monnaie vide

La gauche rose-verte et le centre rendent la Suisse dépendante de l'étranger, ce qui est fatal. Nous devons être capables de nous approvisionner par nous-mêmes en énergie et en denrées alimentaires. Nous pouvons poser les jalons de l'avenir lors des prochaines élections.



par Marcel Dettling
Conseiller national et
chef de campagne
Oberiberg (SZ)

Le chef de la Commission fédérale de l'électricité (ElCom), l'ancien Conseiller aux Etats Werner Luginbühl (PBD), s'est récemment exprimé devant la presse, avec pour mission de faire comprendre aux habitants du pays que la Stratégie énergétique 2050 et la sortie du nucléaire, qu'il avait lui-même initiées, ont échoué. Or, au lieu d'entreprendre immédiatement toutes les mesures nécessaires afin d'assurer l'approvisionnement énergétique de la Suisse à l'avenir, il a tout simplement fait une déclaration de faillite. La population doit donc « acheter des bougies et s'approvisionner en bois ». La Suisse, pays en principe très développé, retourne à grands pas à l'âge de pierre. La Conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga appelle les habitants de notre pays à économiser de l'électricité, ce alors que sa voiture de fonction est une Tesla électrique énérgivore. Face à la situation actuelle, ce genre de chose devrait être interdite, au moins pour les membres du Conseil fédéral, puisque cela constituerait un premier pas vers des économies d'énergie.

Simonetta Sommaruga marche sur les plates-bandes de Guy Parmelin

Ce n'est pas la seule gaffe de la Conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga. Au Parlement, elle a proclamé haut et fort qu'il fallait devenir plus indépendant en termes d'énergie, ce qui est tout à fait juste mais cela ne doit pas se faire avec des interdictions de technologies. Dans l'agriculture, toutefois, elle prône exactement l'inverse ; elle s'immisce dans les affaires du ministre de l'Agriculture Guy Parme-

lin dès qu'elle en a l'occasion et impose des exigences environnementales absurdes. Les dernières décisions prises par le Conseil fédéral à ce sujet ont pour conséquence une augmentation massive des importations, ce qui signifie une plus grande dépendance encore de la Suisse vis-à-vis de l'étranger. L'UDC étudie donc la possibilité de lancer une initiative sur le thème de l'approvisionnement alimentaire ; nous devons en effet atteindre un taux d'auto-suffisance aussi élevé que possible. La dépendance est un poison et contraire au principe d'approvisionnement sûr et abordable. Les prix augmentent et ce sont les citoyens qui paient le prix de cet échec de la politique de la gauche rose-verte.

En finir avec les rêves éveillés de la gauche rose-verte

L'UDC poursuit une politique fiable. Nous ne misons pas sur des expérimentations comme le fait le Centre et la gauche rose-verte avec la Stratégie énergétique. Pour un pays indépendant comme la Suisse, un taux d'auto-approvisionnement élevé est optimal. Nous avons appris du conseil fédéral que le froid allait gagner nos maisons bientôt. Avoir faim et froid pourrait être fatal, nous ne devons absolument pas en arriver là. Il faut donc en finir avec les rêves éveillés de la gauche rose-verte. Bientôt viendront les élections et ces dernières seront décisives pour notre pays.



L'année prochaine, nous déciderons si nous voulons plus de gauche rose-verte, c'est-à-dire plus d'impôts, plus d'interdictions, plus de dépendance vis-à-vis de l'étranger, ou si nous votons pour l'UDC pour plus de pouvoir d'achat, plus de liberté et plus de Suisse.

Ramenons
l'argent
suisse en
Suisse !

OUI à la
réforme
de l'impôt anticipé.



Pour une Suisse forte